



Turquie: situation actuelle

Mise à jour

Weyermannsstrasse 10
Case postale
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 10-10000-5

Berne, le 19 mai 2017



Impressum

EDITEUR

Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-Mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP Dons: 10-10000-5

TRADUCTION

Sabine Dormond

VERSIONS

allemand, français

COPYRIGHT

© 2017 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne
copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Évolution politique et conditions de sécurité	1
	2.1 Développements politiques.....	1
	2.2 Conditions de sécurité.....	3
3	Système judiciaire	4
4	Droits de l'homme	7
	4.1 Licenciements massifs, annulation de passeports	8
	4.2 Situation précaire au sud-est, exécutions extrajudiciaires	10
	4.3 Arrestations arbitraires, tortures et mauvais traitements.....	11
	4.4 Liberté de réunion, d'association et d'expression	14
5	Personnes déplacées internes.....	17
6	Situation socio-économique	18

1 Introduction

Le présent rapport se base sur les renseignements fournis par des expert-e-s¹, sur nos propres recherches, ainsi que sur les constats établis lors d'un voyage d'analyse sur place effectué en novembre et en décembre 2016. Il se rattache au dossier thématique de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés du 25 août 2016 sur la situation au sud-est² et s'intéresse avant tout aux développements observés en Turquie depuis la tentative de coup d'état de juillet 2016. Un autre rapport de l'OSAR traite des profils de risque actuels.³

2 Évolution politique et conditions de sécurité

2.1 Développements politiques

Tentative de coup d'état de juillet 2016 et FETÖ. En juillet 2016, des fractions de l'armée turque ont tenté en vain de renverser le gouvernement démocratiquement élu.⁴ Celui-ci impute cette tentative de coup d'état au mouvement de Fetullah Gülen⁵ qui vit aux États-Unis. Il qualifie ce mouvement d'organisation terroriste (*Fetullahçı Terör Örgütü* (FETÖ)).⁶ D'après les indications officielles, les affrontements qui ont éclaté à Ankara et à Istanbul à cette occasion ont fait plus de 240 morts et plus de 2100 blessés.⁷

Tendances autoritaires, état d'urgence et décrets. Des observateurs constatent des tendances de plus en plus autoritaires de la part du gouvernement actuel depuis

¹ Les recherches de l'OSAR se fondent sur des sources publiquement accessibles, conformément aux standards COI. Lorsque ces sources ne permettent pas de trouver les informations requises dans le temps imparti, l'OSAR fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable. Les personnes de contact peuvent toutefois être anonymisées afin de garantir la protection des sources.

² Voir Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Turquie, Situation dans le sud-est, 25 août 2016.

³ Voir Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Turquie, Mise à jour, profil des groupes en danger, 19 mai 2017.

⁴ US Department of State (USDOS), Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017: www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2016/eur/265482.htm.

⁵ Fethullah Gülen, qui passe pour le père spirituel du mouvement Gülen (appelé aussi mouvement Hizmet) vit en exil aux États-Unis depuis 1999. Ses partisans ont fondé un millier d'écoles dans plus de 100 pays. Des universités, des hôpitaux, des organisations de bienfaisance et un grand empire médiatique sont apparus en Turquie sous l'égide du mouvement Gülen. En Turquie, on lui reproche de vouloir constituer des structures para-étatiques et de tendre au renversement du gouvernement actuel. Tagesschau.de, Staatsfeind Nummer Eins, Der Prediger Fetullah Gülen, 17 juillet 2016: www.tagesschau.de/ausland/guelen-bewegung-101.html.

⁶ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; HRW, Silencing Turkey's Media, 15 décembre 2016, p. 13-14.

⁷ Loc. cit.; Human Rights Watch (HRW), Silencing Turkey's Media - The Government's Deepening Assault on Critical Journalism, 15 décembre 2016, p. 1: www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/turkey1216_web.pdf.

la tentative de coup d'état de juillet 2016.⁸ Suite à ces événements, l'état d'urgence a été proclamé pour 90 jours.⁹ Par la suite, il a sans cesse été prolongé peu avant son expiration et restera probablement en vigueur jusqu'au 19 juillet 2017, suite à son dernier prolongement.¹⁰ Dans le cadre de l'état d'urgence, le Président Recep Tayyip Erdoğan et son cabinet peuvent gouverner par décret. Des ONG critiquent le fait que les larges pouvoirs conférés par l'état d'urgence remettent en question les principes généraux de l'état de droit, ainsi que les garanties contre la torture et autres violations des droits humains.¹¹

Modification de la Constitution. Le 16 avril 2017, une courte majorité d'électeurs et d'électrices turcs ont approuvé une modification de la Constitution proposée par le gouvernement.¹² Des observateurs ont critiqué des irrégularités et des discriminations avant et pendant le vote.¹³ La modification de la Constitution institue un système présidentiel en Turquie et étend les pouvoirs du Président.¹⁴ La réforme doit probablement entrer en vigueur après l'élection de novembre 2019.¹⁵ À différents moments, le

⁸ HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 2: www.hrw.org/sites/default/files/turkey_2.pdf; Stiftung Wissenschaft Politik (SWP), Alida Vračić, Turkey's Role in the Western Balkans, décembre 2016, Sp. 6: www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research_papers/2016RP11_vcc.pdf; Interview d'une personne de contact active sur place en décembre 2016.

⁹ Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), More arrests in Turkey as state of emergency takes effect, 21 juillet 2016: www.refworld.org/docid/57a43c9d15.html; Deutsche Welle (DW), Turkey suspends European Convention on Human Rights, 21 juillet 2016: www.dw.com/en/turkey-suspends-european-convention-on-human-rights/a-19416857.

¹⁰ Die Welt, Ausnahmezustand in der Türkei um drei Monate verlängert, 18 avril 2017: www.welt.de/newsticker/dpa_nt/infoline_nt/brennpunkte_nt/article163739608/Ausnahmezustand-in-der-Tuerkei-um-drei-Monate-verlaengert.html; RFE/RL, Turkey Dismisses More Than 6,000 Workers In Post-Coup Purge, 7 janvier 2017: www.rferl.org/a/turkey-post-coup-purge-erdogan-police-civil-servants-academics/28218581.html; Hurriyet Daily News, Turkey extends state of emergency for additional three months, 3 octobre 2016: www.hurriyettailynews.com/turkey-extends-state-of-emergency-for-additional-three-months.aspx?PageID=238&NID=104549&NewsCatID=338.

¹¹ Amnesty International (AI), Turkey, State of emergency provisions violate human rights and should be revoked, 19 octobre 2016; www.refworld.org/docid/5825ec984.html.

¹² RFE/RL, Trump Congratulates Erdogan On Successful Referendum, White House Says, 18 avril 2017: www.rferl.org/a/trump-congratulates-erdogan-successful-referendum-white-house-says/28436170.html.

¹³ L'opposition, ainsi que des représentants des missions d'observation des élections du Conseil de l'Europe, ont reproché à l'administration électorale d'avoir enfreint la loi en modifiant abruptement la réglementation le jour de la votation. Cette modification pourrait en avoir influencé l'issue. Des observateurs ont en outre critiqué le fait que les opposants ont été lourdement défavorisés et intimidés avant la votation. Loc. cit.; Die Zeit, EU fordert Untersuchung von Manipulationsvorwürfen, 18 avril 2017: www.zeit.de/politik/ausland/2017-04/tuerkei-eu-kommission-untersuchung-referendum-wahlbeobachter; Neue Zürcher Zeitung (NZZ), Ein schwerwiegender Verdacht, Die Türkei nach der Abstimmung, 18 avril 2017: www.nzz.ch/international/aktuelle-themen/nach-der-abstimmung-ueber-die-praesidialrepublik-ein-schwerwiegender-verdacht-ld;1287446; NZZ, Ein Punktesieg mit bitterem Nachgeschmack, Türkisches Verfassungsreferendum, 17 avril 2017: www.nzz.ch/international/europa/tuerkisches-verfassungsreferendum-ein-punktesieg-mit-bitterem-nachgeschmack-ld;1287234; Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Turkey, Constitutional Referendum, 16 avril 2017: Statement of Preliminary Findings and Conclusions, 17 avril 2017, p. 1-13: www.osce.org/odihr/elections/turkey/311721?download=true.

¹⁴ La fonction de premier ministre est supprimée et ses pouvoirs sont transférés au Président qui peut nommer des Ministres, dissoudre et reconvoquer le Parlement et contrôler les nominations dans le pouvoir judiciaire. L'état d'urgence proclamé après la tentative de coup d'état s'est en outre pérennisé, car le Président obtient durablement le droit de gouverner par décret. Enfin, le Parlement perd le droit de voter une motion de censure à l'égard du gouvernement. NZZ, Ein Punktesieg mit bitterem Nachgeschmack, 17 avril 2017; Tagesschau, Abstimmung in Türkei, Präsidialsystem - was bedeutet das? 17 avril 2017: www.tagesschau.de/ausland/tuerkei-praesidialsystem-103-_origin-8056f6ce-2b01-42c5-a889-6c8dc32822f2.html; Al-Monitor, Turkey's AKP scrambles to curb economic woes until referendum, 19 janvier 2017: www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/01/turkey-akp-scrambles-to-curb-economic-woes-until-referendum.html#ixzz4WJ3VRgoi.

¹⁵ NZZ, Ein Punktesieg mit bitterem Nachgeschmack, 17 avril 2017.

Président Erdoğan a rattaché le référendum à une possible réintroduction de la peine de mort.¹⁶

Administrateurs dans les communes du sud-est. Le gouvernement turc a utilisé les pouvoirs conférés par l'état d'urgence pour prendre le contrôle direct des communes du sud-est du pays, destituer les maires démocratiquement élus du *Demokratik Bolgeler Partisi* (DBP)¹⁷, les arrêter et les remplacer par des administrateurs nommés par ses soins.¹⁸

2.2 Conditions de sécurité

Escalade du conflit kurde et grand nombre de victimes. Comme mentionné dans le dossier thématique de l'OSAR du 25 août 2016, le conflit entre les forces de sécurité turques et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a connu une escalade depuis l'été 2015.¹⁹ Des opérations de sécurité massives ont eu lieu en particulier entre janvier et mai 2016 dans les régions urbaines du sud-est.²⁰ Durant l'hiver 2016/2017, les opérations de combat entre le PKK et les forces de sécurité turques se sont déplacées dans les régions de montagne.²¹ L'*International Crisis Group* (ICG) s'attend à un nouveau renforcement du conflit après une diminution provisoire des combats due à l'hiver.²² Dans une statistique interactive établie le 14 mai 2017, l'ICG confirme au total 2798 décès lors d'affrontements entre le PKK et les forces de sécurité turques depuis le 20 juillet 2015 – dont près de 400 civils.²³ D'autres sources indiquent des chiffres nettement plus élevés.²⁴

¹⁶ NZZ, Erdogan stellt Wiedereinführung der Todesstrafe in Aussicht, 16 avril 2017: www.nzz.ch/international/wahlen-in-der-tuerkei-laut-erdogan-ebnet-sieg-bei-referendum-todesstrafe-den-weg-id.1287178.

¹⁷ Le mouvement national kurde est principalement représenté par deux partis politiques : le Halklarin Demokratik Partisi (HDP) au Parlement national et le Demokratik Bolgeler Partisi (DBP) sur le plan communal. Depuis les élections communales de mars 2014, le DBP contrôle une grande partie des communes du sud-est. Le HDP et le DBP doivent avoir des positions idéologiques et politiques identiques, au point que plusieurs sources qualifient le DBP de filiale ou de prolongement local du HDP. Interview d'une personne de contact active sur place et experte dans le domaine des droits humains le 2 décembre 2016; Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (Deutschland) (BAMF), Briefing notes du 17.10.2016, 17 octobre 2016, p. 3: www.ecoi.net/file_upload/5250_1485358627_deutschland-bundesamt-fuer-migration-und-fluechtlinge-briefing-notes-17-10-2016-deutsch.pdf; Immigration and Refugee Board of Canada (IRB) Turkey: Situation and treatment of members of Kurdish political parties that have succeeded the People's Democracy Party (Halkin Demokrasi Partisi, HADEP), including the Peace and Democracy Party (Baris ve Demokrasi Partisi, BDP), and the Peoples' Democratic Party (Halklarin Demokratik Partisi, HDP); whether HADEP and other older acronyms are still in use (2011-2016), 14 juin 2016: www.irb.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=456567&pls=1.

¹⁸ Près de 136 maires du DBP ont été destitués jusqu'à présent et 83 administrateurs engagés. International Crisis Group (ICG), Managing Turkey's PKK Conflict, The Case of Nusaybin, 2 mai 2017, p. 9: <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/243-managing-turkey-s-pkk-conflict-the-case-of-nusaybin.pdf>.

¹⁹ OSAR, Turquie, Situation dans le sud-est, 25 août 2016.

²⁰ HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 5.

²¹ Interview en décembre 2016 d'une personne de contact active sur place et experte du conflit au sud-est; ICG, Turkey's PKK Conflict Veers onto a More Violent Path, 10 novembre 2016: www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/turkeys-pkk-conflict-veers-more-violent-path.

²² ICG, Turkey's PKK Conflict Veers onto a More Violent Path, 10 novembre 2016.

²³ ICG, Turkey's PKK Conflict, The Rising Toll, état au 14 mai 2017: www.crisisgroup.be/interactives/turkey/.

²⁴ Voir OSAR, Turquie, Situation dans le sud-est, 25 août 2016, p. 5-6.

Forte augmentation des attentats et des attaques par le PKK et l'organisation «État islamique». *Amnesty International* rapporte en février 2017 que l'année 2016 a été marquée par une forte augmentation des attentats commis par l'«État islamique» autoproclamé (Daech), le PKK et d'autres groupements contre des cibles civiles.²⁵ Une multitude d'attentats ont notamment été revendiqués par le PKK et des groupes dissidents du PKK.²⁶ Selon les indications des *Hurriyet Daily News* du 2 janvier 2017, la Turquie est devenue en 2016 l'une des principales cibles des attentats commis par Daech.²⁷

Conflit en Syrie. Le conflit en Syrie a continué à influencer les conditions de sécurité en Turquie. D'une part par la multiplication des attentats commis par Daech, d'autre part par les actions militaires engagées contre les «Unités de Protection du Peuple Kurdes» (YPG) en Syrie. En août 2016, la Turquie a démarré une offensive du côté de la frontière syrienne et attaqué des unités kurdes en Syrie.²⁸

3 Système judiciaire

Licenciements massifs et arrestations; l'État de droit et l'indépendance de la justice ne sont plus garantis. Diverses sources indiquent que la justice turque est fortement influencée par l'exécutif politique, surtout depuis la tentative de coup d'état de juillet 2016.²⁹ Elles estiment que l'état de droit est actuellement miné en Turquie et qu'il n'est plus garanti.³⁰ La Commission européenne a constaté dans le rapport d'avancement de novembre 2016 de profonds changements très inquiétants dans la

²⁵ AI, *Amnesty International Report 2016/17 - The State of the World's Human Rights - Turkey*, 22 février 2017: www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/turkey/report-turkey/.

²⁶ *Die Zeit*, *Anschlag in Istanbul, Verdächtiger gesteht Attentat auf Nachtclub*, 17 janvier 2017: www.zeit.de/gesellschaft/zeitgeschehen/2017-01/anschlag-istanbul-nachtclub-verdaechtiger-gestaendnis; Al Jazeera, *Timeline of Attacks in Turkey*, 1er janvier 2017: www.aljazeera.com/in-depth/interactive/2016/06/timeline-attacks-turkey-160628223800183.html; *Hurriyet Daily News*, *At least 275 killed in ISIL, PKK terror attacks in Turkey in 2016*, 11 décembre 2016: www.hurriyet-dailynews.com/at-least-275-killed-in-isil-pkk-terror-attacks-in-turkey-in-2016.aspx?pageID=238&nID=107145&NewsCatID=509; OSAR, *Turquie, Situation dans le sud-est*, 25 août 2016, p. 6-7.

²⁷ Il semble ainsi qu'en 2016, les attentats de l'EI en Turquie ont fait au moins 124 morts et 419 blessés. Sans compter les 40 morts et 70 blessés causés par un attentat dans un club de nuit à Istanbul le 1er janvier 2017. *Die Zeit*, *Anschlag in Istanbul*, 17 janvier 2017; *Hurriyet Daily News*, *Turkey became major target of ISIL attacks in 2016*, 2 janvier 2017.

²⁸ En octobre 2016, le Parlement turc a prolongé d'une année le mandat de mener des interventions militaires en Syrie et en Irak. AI, *The State of the World's Human Rights, Turkey*, 22 février 2017; HRW, *World Report 2017, Turkey*, 12 janvier 2017, p. 1; OSAR, *Turquie, Situation dans le sud-est*, 25 août 2016, p. 18-21.

²⁹ USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2016 - Turkey*, 3 mars 2017; Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en novembre 2016; International Bar Association, *IBA calls for end to dismantling of judiciary, and reinstatement of judges in Turkey*, 27 juillet 2016: www.ibanet.org/Article/NewDetail.aspx?ArticleUid=ec860506-e7cd-43f2-99c7-fe2a84453a28.

³⁰ Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en novembre 2016; HRW, *Turkey, State of emergency provisions violate human rights and should be revoked - Joint NGO Letter*, 20 octobre 2016: www.ecoi.net/local_link/331013/472205_de.html; Council of Europe, *Commissioner for Human Rights (CoE-CommDH), Memorandum on the human rights implications of the measures taken under the state of emergency in Turkey*, 7 octobre 2016, p. 3: <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806db6f1>; Reporters Without Borders (RSF), *State of Emergency State of Arbitrary*, 25 septembre 2016, p. 2: www.reporter-ohne-grenzen.de/uploads/tx_ifnews/media/160900_Turkey_state_of_emergency_report_-_RSF.pdf.

structure et la composition de la plus haute juridiction nationale.³¹ D'après l'*US Department of State*, la suspension, l'arrestation et le licenciement, ainsi que la confiscation des biens personnels de plus de 3000 collaborateurs du système judiciaire, ont eu un effet négatif sur l'indépendance de la justice.³² Des ONG turques recensent même plus de 3600 juges et avocat-e-s licenciés entre la tentative de coup d'état et le 13 février 2017, soit près de 24 pourcent des représentant-e-s de ces deux professions.³³ Selon une personne de contact, les juges et procureurs actuels savent qu'ils peuvent être arrêtés ou licenciés s'ils n'agissent pas conformément aux directives du parti gouvernemental *Adalet ve Kalkınma Partisi* (AKP).³⁴

Retard de la procédure. Selon les indications faites en décembre 2016 par *Nils Melzer*, rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, le nombre de licenciements dans le secteur judiciaire a souvent abouti à l'impossibilité de traiter des procédures dans un délai approprié.³⁵

Restriction des mécanismes de protection de l'état de droit en détention. D'après l'*US Department of State*, l'accès incohérent à la procédure légale et la restriction des mécanismes de protection en détention posent un gros problème sur le plan des droits de l'homme en Turquie.³⁶ Cette restriction inclut notamment la prolongation³⁷ de la garde à vue à sept, voire à 14 jours au maximum³⁸ et la limitation du choix de l'avocat-e, ainsi que les tentatives de pression contre des avocat-e-s.³⁹ Le droit des personnes

³¹ Commission européenne, Turkey 2016 Report, 9 novembre 2016, p. 17: www.ecoi.net/file_upload/1226_1480931038_20161109-report-turkey.pdf.

³² USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Turkey, 3 mars 2017.

³³ D'après le rapport du Conseil de l'Europe du 12 décembre 2016, près de 3900 nouveaux juges et avocat-e-s ont été nommés jusqu'au 29 novembre 2016. İnsan Hakları Ortak Platformu (IHOP) et İnsan Hakları Derneği (IHD), Fact Sheet, State of Emergency Measures, 17 février 2017, p. 13-14; Council of Europe (CoE), Committee on the Honouring of Obligations and Commitments by Member States of the Council of Europe, Post - monitoring dialogue with Turkey, The failed coup in Turkey of 15 July 2016: some facts and figures, 12 décembre 2016, p. 6: www.website-pace.net/documents/19887/2221584/AS-MON-INF-2016-14-EN.pdf/dd9e2a06-d8e0-4d75-86aa-e38c14bfe12f.

³⁴ Interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation des droits de l'homme en novembre 2016.

³⁵ OHCHR news, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, Mr. Nils Melzer on the Official visit to Turkey – 27 novembre to 2 December 2016, 2 décembre 2016: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20976&LangID=E.

³⁶ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Turkey, 3 mars 2017.

³⁷ À la différence de la détention préventive, les personnes placées en garde à vue n'ont pas encore été déférées devant un-e juge. Selon l'estimation d'expert-e-s des droits humains, les personnes arrêtées sont particulièrement vulnérables pendant la garde à vue où elles risquent d'être exposées à de mauvais traitements et à des traitements abusifs. HRW, A Blank Check, Turkey's Post-Coup Suspension of Safeguards Against Torture, octobre 2016, p. 3; www.hrw.org/report/2016/10/24/blank-check/turkeys-post-coup-suspension-safeguards-against-torture.

³⁸ Le 23 janvier 2017, une détention de sept jours, voire de 14 jours au maximum si le procureur approuve une prolongation de sept jours supplémentaires, a été autorisée par le biais du décret 684. Pendant près de six mois, la durée de la détention a même été portée de quatre à 30 jours (décret 667 du 23 juillet 2016). İnsan Hakları Ortak Platformu (IHOP) et İnsan Hakları Derneği (IHD), Fact Sheet, State of Emergency Measures, 23 février 2017, p. 5; HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 2: www.hrw.org/sites/default/files/turkey_2.pdf; OHCHR News, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2 décembre 2016.

³⁹ Selon les indications d'AI, les personnes arrêtées après la tentative de coup d'état n'ont souvent pas eu droit à des avocats privés, mais seulement à des avocats commis d'office. Selon les indications de HRW, les seuls avocats autorisés étaient souvent facile à mettre sous pression, parce que jeunes et inexpérimentés. Il semble que les avocat-e-s privés qui ont malgré tout endossé des mandats critiques aient parfois subi des pressions. AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017; HRW, A Blank Check, octobre 2016, p. 2; AI, Turkey, Independent Monitoring must

arrêtées à des entretiens confidentiels avec leur représentant-e légal-e est également limité.⁴⁰ Des fonctionnaires peuvent ainsi assister à des entretiens entre avocat-e-s et détenu-e-s, les filmer et les enregistrer.⁴¹ Le refus d'une assistance juridique pendant les premiers jours de la détention (jusqu'à cinq) a entre-temps été levé, mais beaucoup de détenu-e-s ont subi cette mesure jusqu'à la fin janvier 2017.⁴²

Pratiquement pas de contrôle indépendant dans les établissements pénitentiaires. Depuis la dissolution de l'institution nationale pour les droits humains en avril 2016, il n'y a plus eu d'instance de contrôle indépendante de l'état des établissements pénitentiaires, l'institution qui lui a succédé s'étant révélée incapable de fonctionner.⁴³ Selon les indications de plusieurs personnes de contact, les informations sur les conditions qui règnent dans les centres de détention se basent principalement sur les affirmations des conseillers juridiques, des familles et des détenus libérés.⁴⁴ D'après l'*US Department of State*, les ONG n'avaient pas accès aux prisonniers, mais quelques délégations internationales ont été autorisées à visiter certains centres de détention.⁴⁵ Le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture a ainsi pu visiter quelques centres de détention en novembre et en décembre 2016.⁴⁶

Prisons bondées, mauvaises conditions de vie, services de santé insuffisants, traitement dégradant. Depuis la tentative de coup d'état, les prisons sont surpeuplées et, d'après le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, parfois remplies à 200 pourcent.⁴⁷ Cette surpopulation carcérale a encore dégradé les conditions de détention déjà insuffisantes. Sur la base des indications des organisations de défense des droits humains, l'*US Department Of State* rapporte que les détenus n'ont guère accès

be allowed to Access detainees amid torture allegations, 24 juillet 2016: www.amnesty.org/en/latest/news/2016/07/turkey-independent-monitors-must-be-allowed-to-access-detainees-amid-torture-allegations/?__hstc=143095274.2fdd7a7debc8575bac5a80cf7e168316.1479859200061.1479859200062.1479859200063.1&__hssc=143095274.1.1479859200064&__hsfp=998628806.

⁴⁰ CoE-CommDH, Memorandum on freedom of expression and media freedom in Turkey, 15 février 2017, p. 16: www.ecoi.net/file_upload/1226_1487663631_commdh-2017-5-en.pdf.

⁴¹ D'après les informations dont HRW a eu connaissance en octobre 2016, des policiers assistaient souvent aux entretiens entre avocats et détenus. Parfois, ils les ont même enregistrés ou ont consulté les notes des avocats. IHOP/IHD, Fact Sheet, 23 février 2017, p. 6; HRW, A Blank Check, octobre 2016, p. 2; AI, Independent monitors must be allowed, 24 juillet 2016.

⁴² Le décret no 668 du 27 juillet 2016 autorisait le procureur général à refuser à une personne arrêtée l'accès à un avocat pendant une durée pouvant aller jusqu'à cinq jours. Cette restriction a été levée le 23 janvier 2017. Selon HRW, des détenus se trouvaient en réalité placés en isolement, car leurs proches n'ont souvent pas non plus eu accès à eux. AI, Journalism Is Not A Crime, Crackdown on Media Freedom in Turkey, 3 mai 2017, p. 5: www.ecoi.net/file_upload/1226_1493794564_eur4460552017english.pdf; IHOP/IHD, Fact Sheet, 23 février 2017, p. 5; HRW, A Blank Check, octobre 2016, p. 2, 17, 19.

⁴³ AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017; Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en novembre 2016; CoE-CommDH, Memorandum on the human rights implications of the measures taken under the state of emergency in Turkey, 7 octobre 2016, p. 3-4.

⁴⁴ Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en novembre 2016.

⁴⁵ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Turkey, 3 mars 2017.

⁴⁶ OHCHR News, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2 décembre 2016; Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en novembre 2016.

⁴⁷ Loc. cit.; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Turkey, 3 avril 2017.

à l'eau potable, à un espace vital suffisant et chauffé, à de l'air frais et à de la lumière.⁴⁸ L'accès aux services de santé est de surcroît restreint dans les centres de détention.⁴⁹ L'*US Department Of State* a rapporté en avril 2017 qu'il n'y a que onze médecins responsables des 372 prisons que compte le pays. Un seul médecin couvre ainsi les soins de santé pour 33 prisons et près de 17'000 détenus. Des organisations de défense des droits humains ont exprimé une lourde inquiétude quant à la mauvaise qualité des soins de santé et au nombre insuffisant de personnel médical disponible pour les prisons.⁵⁰ Plusieurs sources font état de mauvais traitements, de coups de matraque et de traitement dégradant de prisonniers.⁵¹ Enfin, il y a de nombreux indices de torture en détention.⁵²

4 Droits de l'homme

Grave dégradation des droits de l'homme. Plusieurs observateurs ont constaté une grave dégradation des droits de l'homme.⁵³ Le gouvernement turc a provisoirement suspendu, dans le cadre de l'état d'urgence, plusieurs articles de la Convention européenne des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont l'article sur le traitement humain des détenus (article 10), les procès équitables (article 14) et le droit à un recours efficace (article 2,3).⁵⁴

⁴⁸ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Turkey, 3 avril 2017.

⁴⁹ IHD, IHD's 2016 Report on Human Rights Violations in eastern and Southeastern Anatolia Region, 1er février 2017: www.ihd.org.tr/en/index.php/2017/02/01/ihts-2016-report-on-human-rights-violations-in-eastern-and-southeastern-anatolia/; Interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation des droits de l'homme en novembre 2016; Hurriyet Daily News, Former torture methods reemerge in Turkish prisons, Human Rights Association, 14 septembre 2016: www.hurriyetdailynews.com/former-torture-methods-reemerge-in-turkish-prisons-human-rights-association.aspx?pageID=238&nID=103887&NewsCatID=339.

⁵⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Turkey, 3 avril 2017.

⁵¹ IHD, Report on Violations of Rights in Van T-Type Closed Prison, 25 janvier 2017: www.ihd.org.tr/en/index.php/2017/01/25/report-on-the-violations-of-rights-occurred-in-the-van-t-type-closed-prison/; OHCHR News, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2 décembre 2016; Interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation des droits de l'homme en novembre 2016; RSF, State of Emergency State of Arbitrary, 25 septembre 2016, p.7.

⁵² Voir chapitre 4.3.

⁵³ Amnesty International; ARTICLE 19; Human Rights Watch; PEN International, Joint Letter to the Members of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, 20 janvier 2017, p. 1: www.hrw.org/sites/default/files/supporting_resources/joint_ngo_pace_turkey20012017.pdf; Freedom House, Freedom of the World 2017, Turkey, janvier 2017: www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/turkey.

⁵⁴ Le gouvernement turc n'a pas précisé quels articles de la Convention européenne des droits de l'homme ont été suspendus, mais il a énuméré les articles suspendus du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017; HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 2; Martin Scheinin, EJIL: Talk! Blog of the European Journal of International Law, Turkey's Derogation from Human Rights Treaties – An Update, 18 août 2016: www.ejiltalk.org/turkeys-derogation-from-human-rights-treaties-an-update/#more-14518; United Nations, Turkey Notification under Article 4(3), 11 août 2016: <https://treaties.un.org/doc/Publication/CN/2016/CN.580.2016-Eng.pdf>.

4.1 Licenciements massifs, annulation de passeports

Nouvelle augmentation du nombre de licenciements et de suspensions. Près de 138'000 personnes actives dans le secteur public ou dans des entreprises proches de l'État ont été licenciées ou suspendues entre la tentative de coup d'état et la mi-mai 2017.⁵⁵ Des liens présumés avec une organisation terroriste – surtout le mouvement Gülen – ou une menace pour la sécurité nationale servent généralement de prétextes à ces licenciements.⁵⁶

Situation précaire pour les personnes licenciées. Une grande partie des noms des personnes licenciées ont été divulgués dans des publications officielles et les intéressés sont stigmatisés en tant que «terroristes».⁵⁷ Les décrets de l'état d'urgence prévoient que les personnes licenciées ne peuvent pas être engagées directement ou indirectement dans des services publics.⁵⁸ Ces gens ne trouvent pas non plus d'emploi dans l'économie privée, car les entreprises craignent des problèmes ou des inconvénients.⁵⁹ Enfin, ils signalent n'avoir reçu aucun salaire depuis leur licenciement avec effet immédiat, de sorte que leurs familles vivent depuis des mois sans revenu.⁶⁰ Selon les dires de la Commission européenne, il est parfois même arrivé que la fortune des personnes licenciées soit bloquée.⁶¹ Après leur licenciement, les intéressés et leurs proches sans activité lucrative n'ont en outre plus de couverture d'assurance maladie.⁶²

⁵⁵ Les organisations de défense des droits humains IHOP et IHD ont rassemblé des indications détaillées sur les près de 100'000 personnes licenciées jusqu'au 17 février 2017 et sur les groupes de professions concernés. Turkey Purge, Home Page, Turkey widens post-coup surge, 15 mai 2017: www.turkeypurge.com/; IHOP/IHD, Fact Sheet, 17 février 2017, p. 7-15.

⁵⁶ La justification des licenciements et le choix des personnes licenciées semblent souvent douteux: une personne de contact a par exemple indiqué à l'OSAR qu'un nombre extrêmement élevé d'enseignants handicapés physiques ont été licenciés pour avoir soi-disant soutenu le terrorisme. Amnesty International; ARTICLE 19; Human Rights Watch; PEN International, Joint Letter to the Members of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, 20 janvier 2017, p. 1; Interview en décembre 2016 d'une personne de contact active sur place.

⁵⁷ Une personne de contact a indiqué que les noms des personnes concernées n'ont pas tous été publiés. Selon les indications des personnes de contact, les personnes licenciées et leurs familles sont stigmatisées par la société en tant que «terroristes» présumés. Interview téléphonique des personnes de contact concernées sur place en janvier 2017; interview en décembre 2016 de la personne de contact active sur place et experte de la situation actuelle en Turquie; CoE, Venice Commission, Turkey, Emergency Decree Laws of July – September 2016, Nos 667-674, Translation by the Turkish Government, 19 novembre 2016, p. 28: [www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-REF\(2016\)061-e](http://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-REF(2016)061-e).

⁵⁸ CoE, Committee on the Honouring of Obligations and Commitments by Member States of the Council of Europe, Post - monitoring dialogue with Turkey, 12 décembre 2016, p. 3: <http://websitepace.net/documents/19887/2221584/AS-MON-INF-2016-14-EN.pdf/dd9e2a06-d8e0-4d75-86aa-e38c14bfe12f>.

⁵⁹ Une personne de contact a rapporté qu'une mention figure dans les cartes de sécurité sociale des intéressés. Council of Europe - Parliamentary Assembly (CoE-PACE), The functioning of democratic institutions in Turkey, 5 avril 2017, p. 21: www.ecoi.net/file_upload/1226_1491999505_functioningdemocraticinstitutionsturkey.pdf; Interview téléphonique des personnes de contact sur place en janvier 2017; Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en décembre 2016 et d'une personne de contact active sur place et experte de la situation en Turquie.

⁶⁰ Interview téléphonique des personnes de contact concernées sur place en janvier 2017.

⁶¹ Commission européenne, Turkey 2016 Report, 9 novembre 2016, p. 17.

⁶² Comme l'assurance maladie des familles concernées était garantie à travers l'emploi des personnes licenciées, toute la famille se retrouve, d'après les personnes de contact, sans assurance maladie depuis le licenciement. Les enseignants perdent leur couverture d'assurance maladie trois mois après leur licenciement. CoE-PACE, The functioning of democratic institutions in Turkey, 5 avril 2017, p. 21; Interview téléphonique des personnes de contact concernées sur place en janvier 2017.

Annulation des passeports, zone grise dans la mise en application. Les passeports des personnes faisant l'objet d'une mesure administrative, d'une enquête ou d'une procédure pénale en cours pour appartenance, lien ou contact avec un groupement qui menace la sécurité nationale sont annulés.⁶³ Cette sanction ne touche pas que les gens qui travaillent dans le secteur public, mais souvent aussi les proches des suspects.⁶⁴ Sa mise en application peut varier. Selon les dires d'une personne de contact, il s'agit là d'une zone grise. C'est pourquoi on ne sait pas très bien quel passeport a effectivement été annulé.⁶⁵

Possibilité de recourir contre les licenciements. D'après les indications les plus récentes du rapport de l'*International Crisis Group*, la commission prévue pour juger les recours n'est pas encore opérationnelle. La procédure à suivre pour contester un licenciement est pénible et ne cesse de changer selon les dires des intéressés.⁶⁶ Comme les procédures judiciaires traînent en longueur et les avocat-e-s sont peu motivés à défendre des personnes accusées de terrorisme, les intéressés n'ont, selon plusieurs sources, guère confiance en la possibilité de recourir.⁶⁷ *Amnesty International* relève le 22 février 2017 qu'il n'est guère possible d'intenter une action en justice contre les licenciements.⁶⁸ Les personnes licenciées renoncent aussi à transmettre leur cas à des organisations ou partis⁶⁹ critiques à l'égard du gouvernement⁷⁰ par crainte de possibles préjudices ou de représailles de la part des pouvoirs publics.

⁶³ IHOP/IHD, Fact Sheet, 17 février 2017, p. 5; CoE, Committee on the Honouring of Obligations and Commitments by Member States of the Council of Europe, Post - monitoring dialogue with Turkey, 12 décembre 2016, p. 3; IHD, The Decree Devised within the Scope of the Emergency State Law and Ignoring Human Rights and Fundamental Principles of Rule Of Law Should Be Urgently Revoked, 28 juillet 2016: www.ihd.org.tr/en/index.php/2016/07/28/the-decree-devised-within-the-scope-of-the-emergency-state-law-and-ignoring-human-rights-and-fundamental-principles-of-rule-of-law-should-be-urgently-revoked/.

⁶⁴ La personne de contact a par exemple eu connaissance d'un cas de procédure pénale pour lien présumé avec le PKK. Il semble que la personne en question ait été relâchée, mais que le passeport de son conjoint ait été annulé. Interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation des droits de l'homme en décembre 2016.

⁶⁵ Tous les fonctionnaires licenciés durablement se seraient vu confisquer leur passeport. Les personnes qui n'ont été que suspendues de leurs fonctions sont soumises à une interdiction de voyager. Il semble qu'elles doivent se renseigner auprès des autorités sur le statut actuel de leur passeport. Loc. cit..

⁶⁶ Selon le décret 685 du 23 janvier 2017, une commission d'enquête centrale composée de sept membres devrait juger les recours contre les licenciements. Il est possible de recourir contre la décision de la commission. ICG, Managing Turkey's PKK Conflict, The Case of Nusaybin, 2 mai 2017, p. 11; IHOP/IHD, Fact Sheet, 17 février 2017, p. 25-26.

⁶⁷ Loc. cit.; Interview téléphonique des personnes de contact concernées sur place en janvier 2017.

⁶⁸ AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017

⁶⁹ Selon les indications du journal *Hurriyet Daily News* du 20 septembre 2016, le parti d'opposition *Cumhuriyet Halk Partisi* (CHP) a fondé sa propre commission qui rassemble les cas de recours. À l'heure actuelle, elle en a déjà regroupés 37'000. *Hurriyet Daily News*, CHP urges fair trial, cites 1 million sufferers in post-coup process, 20 septembre 2016: www.hurriyetaidailynews.com/chp-urges-fair-trial-cites-1-million-sufferers-in-post-coup-process.aspx?pageID=238&nid=104053.

⁷⁰ Interview téléphonique des personnes de contact concernées sur place en janvier 2017.

4.2 Situation précaire au sud-est, exécutions extrajudiciaires

Situation précaire des droits humains au sud-est. Selon *Amnesty International*, la situation des droits humains a continué à se dégrader au sud-est pendant l'état d'urgence actuel: les zones de couvre-feu⁷¹ se caractérisent par des violations des droits humains et par l'impunité de ceux qui les commettent.⁷² Le *Commissioner for Human Rights* du Conseil de l'Europe et l'Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme retiennent qu'il y a des rapports alarmants et crédibles faisant état de graves violations des droits humains par les forces de sécurité au sud-est. Notamment des arrestations arbitraires, des tortures, des mauvais traitements et la privation de soins médicaux d'urgence pour les blessés.⁷³ En février 2017, l'association turque de défense des droits humains *İnsan Hakları Derneği* (IHD) a par exemple signalé de graves bavures de la part des forces de sécurité.⁷⁴ Il semble aussi que des civils continuent à être régulièrement arrêtés au sud-est. Selon une personne de contact, pratiquement toutes les personnes dont les maisons ont été détruites ont été enregistrées comme «terroristes» potentiels par les forces de sécurité.⁷⁵

La population civile aussi sous la pression du PKK. Le PKK est responsable de plusieurs attentats et affrontements violents au cours desquels des forces de sécurité et des civils ont été tués ou blessés. Il exerce en outre une pression massive sur la population civile au sud-est. Des gens et même des adolescents sont ainsi menacés, recrutés de force, enlevés et victimes de chantage. La population civile serait aussi privée d'assistance médicale.⁷⁶

Exécutions extrajudiciaires et impunité. L'*US Department of State*, l'*UN Committee Against Torture*, *Amnesty International* et *Human Rights Watch* rapportent que des sources crédibles accusent les forces de sécurité d'avoir procédé à des exécutions sommaires au sud-est du pays, dans le cadre des opérations de sécurité.⁷⁷ Plusieurs

⁷¹ Depuis août 2015, l'État turc impose le couvre-feu dans plusieurs districts du sud-est de la Turquie, afin d'y « rétablir l'ordre public ». Voir OSAR, Turquie, Situation dans le sud-est, 25 août 2016, p. 7-14.

⁷² AI, *Displaced and Dispossessed*, Sur Resident's Right to Return Home, 6 décembre 2016, p. 11: www.amnesty.org/download/Documents/EUR4452132016ENGLISH.PDF.

⁷³ CoE-CommDH, Memorandum on the Human Rights Implications of Anti-Terrorism Operations in South-Eastern Turkey, 2 décembre 2016, p. 8-13; 22: www.ecoi.net/file_upload/1226_1481027159_commdh-2016-39-en.pdf; UN Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), Need for transparency, investigations, in light of alarming reports of major violations in south-east Turkey – High Commissioner Zeid, 10 mai 2016: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=19937&LangID=E.

⁷⁴ Selon un article paru dans la NZZ, des soldats turcs auraient torturé des civils pendant un couvre-feu dans le village de Koruköy, situé dans la province de Mardin. Des soldats auraient échangé sur les réseaux sociaux des photographies d'hommes gravement maltraités et de cadavres profanés. Une cinquantaine de personnes, dont de nombreuses femmes, ont en outre été arrêtées. L'accès au village est interdit aux observateurs indépendants. NZZ, *Foltervorwürfe an die türkische Armee*, 23 février 2017: www.nzz.ch/kurdenkonflikt-in-der-tuerkei-foltervorwurfe-an-die-tuerkische-armee-id.147382.

⁷⁵ Interview d'une personne de contact experte de la situation au sud-est en janvier 2017.

⁷⁶ OHCHR, Report on the human rights situation in South-East Turkey; July 2015 to December 2016, février 2017, p. 4: www.ecoi.net/file_upload/1226_1489578695_ohchr-south-east-turkeyreport-10march2017.pdf; Interview en décembre 2016 d'une personne de contact active sur place.

⁷⁷ D'après AI, des indices donnent à penser que les forces de sécurité ont reçu l'ordre de fusiller toutes les personnes armées pendant les opérations de sécurité, ce qui a aussi causé des morts et des blessés parmi les civils non armés. Human Rights Watch rapporte qu'en 2016, les forces de sécurité ont tué et blessé des civils non armés – au nombre desquels figuraient même des enfants -

sources indiquent que ces pratiques ont encore cours à l'heure actuelle.⁷⁸ À cause des changements de loi introduits en juin 2016, les forces de sécurité turques jouissent d'une impunité de fait pour les bavures commises pendant les opérations de sécurité au sud-est.⁷⁹ À cela s'ajoute que des enquêtes sur des exécutions présumées extrajudiciaires s'enlisent ou sont entravées.⁸⁰

4.3 Arrestations arbitraires, tortures et mauvais traitements

Arrestations arbitraires, grand nombre de personnes arrêtées suite à la tentative de coup d'état. Déjà avant la tentative de coup d'état et l'état d'urgence, les arrestations et de mises en détention arbitraires se sont multipliées.⁸¹ Par la suite, leur nombre a augmenté dans des proportions dramatiques. Il semble que la police ait arrêté largement plus de 100'000 personnes entre la tentative de coup d'état et le 15 juillet 2017 et qu'elle en ait placé plus de 50'000 en détention préventive^{82, 83} Beaucoup de personnes ayant été placées en détention préventive malgré l'absence de preuve ou de motifs convaincants pour les crimes qui leurs sont imputés. Il s'agit manifestement de mesures arbitraires,⁸⁴ au point que presque tout le monde risque actuellement

pendant les opérations de sécurité à Cizre. Dans trois caves de Cizre encerclées par les forces de sécurité, 130 civils blessés, armés ou non, ont perdu la vie dans des circonstances qui n'ont pas encore été clarifiées. L'OSAR a cité d'autres cas documentés dans le dossier thématique d'août 2016. USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017; HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 5; OSAR, Turquie, Situation dans le sud-est, 25 août 2016, p. 10-11; UN Committee Against Torture (CAT), Concluding observations on the fourth periodic reports of Turkey, 2 juin 2016, p.4: www.refworld.org/docid/57a98fe64.html.

- ⁷⁸ NZZ, Tötung in Diyarbakir, Türkische Polizei im Zwielficht, 24 mars 2017: www.nzz.ch/international/toetung-in-diyarbakir-tuerkische-polizei-im-zwielficht-ld.153437; IHD, Observation Report on Alleged Violations in Kuruköy Village (Xeraba Bava Village) of Nusaybin, Mardin, 13 mars 2017: www.ihd.org.tr/en/index.php/2017/03/13/1401; NZZ, Foltervorwürfe an die türkische Armee, 23 février 2017.
- ⁷⁹ HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 5; OHCHR News, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2 décembre 2016.
- ⁸⁰ Les enquêtes sur la mort de 130 personnes, dont les civils dans les caves de Cizre, n'ont pas avancé. Le gouverneur de la province d'Agri a refusé d'ouvrir une enquête contre deux policiers, en lien avec la mort de deux jeunes dans la ville de Diyadin. L'enquête sur le meurtre du célèbre défenseur kurde des droits humains et président du Barreau de Diyarbakir Tahir Elçi en novembre 2015 a été compliquée par le fait que le lieu du crime n'a pas été entièrement perquisitionné et qu'il n'y a pas eu d'enregistrements vidéo utilisables. AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017.
- ⁸¹ En particulier au sud-est. Ces mesures visaient des défenseurs des droits humains, des avocat-e-s, des académicien-ne-s, des journalistes, des opposant-e-s et des personnes soupçonnées de terrorisme. OHCHR, Need for transparency, investigations, in light of alarming reports of major violations in south-east Turkey – High Commissioner Zeid, 10 mai 2016; International Federation for Human Rights, What Turkey really is, 18 avril 2016: www.fidh.org/en/issues/migrants-rights/what-turkey-really-is; World Organisation Against Torture (OMCT), Turkey, Arbitrary arrest and subsequent release of 49 individuals participating in a press conference organised by the İzmir Peace Block, 11 février 2016: www.omct.org/human-rights-defenders/urgent-interventions/turkey/2016/02/d23616/.
- ⁸² En Turquie, la loi autorise jusqu'à cinq ans de détention préventive. Les personnes placées en détention préventive sont emprisonnées dans les mêmes établissements pénitentiaires que les condamnés et mélangées à eux. USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Turkey, 3 avril 2017.
- ⁸³ Turkey Purge, Home Page, Turkey widens post-coup surge, 15 mai 2017.
- ⁸⁴ HRW a indiqué qu'on leur avait soumis des cas où des gens ont été arrêtés uniquement parce que leurs noms figuraient sur des listes de suspects présumés ou à cause de prétendus liens avec une organisation terroriste et de prétendue menace pour la sécurité nationale. Il semble que les autorités n'aient pu présenter aucune preuve de ces accusations devant le tribunal. HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 3; HRW, A Blank Check, octobre 2016, p. 11; 26; HRW, Judges,

d'être arrêté, selon une estimation faite en novembre 2016 par une personne de contact active sur place et experte des droits de l'homme.⁸⁵ Les personnes arrêtées sont souvent accusées de faire partie d'une organisation terroriste. Selon une personne de contact, on observe actuellement des mesures de persécution contre un large groupe cible, sans lien direct avec la tentative de coup d'état.⁸⁶ Des rapports en outre font état de plusieurs arrestations de type enlèvements.⁸⁷

Risque de torture et de mauvais traitements aggravé par des décrets problématiques et les pratiques de l'état d'urgence. Le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, *Amnesty International* et *Human Rights Watch* soulignent que plusieurs dispositions des décrets édictés pendant l'état d'urgence prolongé (prolongation de la garde à vue, enregistrement des entretiens avec des avocats, accès restreint à l'assistance juridique) favorisent le recours à la torture et aux mauvais traitements en détention.⁸⁸ Selon les indications d'*Amnesty International*, des examens médicaux de détenus ont en outre été effectués en présence de policiers, alors que les représentants juridiques des détenus se sont vu arbitrairement refuser le droit de consulter les expertises médicales en question.⁸⁹ Plusieurs sources signalent que, dans le même temps, le nombre de rapports faisant état de tortures et de mauvais traitements en garde à vue a augmenté.⁹⁰

Rapports sur des mauvais traitements et des tortures – infligés aussi à des gens suspectés de liens avec le PKK. Les tortures et les mauvais traitements commis par les forces de sécurité ont fortement augmenté depuis la nouvelle escalade du conflit

Prosecutors, unfairly jailed, 5 août 2016: www.hrw.org/news/2016/08/05/turkey-judges-prosecutors-unfairly-jailed; AI, Independent monitors must be allowed, 24 juillet 2016.

⁸⁵ Interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation des droits de l'homme en novembre 2016.

⁸⁶ Interview d'une personne de contact active sur place en novembre 2016.

⁸⁷ Il s'agirait selon IHD de Hurşit Külter, président du DBP à Sîrnak, de Mûjgan Ekin, présentatrice d'une chaîne de télévision kurde, et d'une troisième personne. D'après AI, le politicien Hurşit Külter a disparu le 27 mai 2016. Plusieurs indices donnent à penser qu'il a été arrêté par les forces de sécurité. Selon les indications d'IHD, Hurşit Külter a officiellement annoncé le 7 octobre 2016 à Erbil en Irak avoir été victime d'une arrestation illégale à Sîrnak et avoir ensuite pu s'échapper. Mûjgan Ekin, présentatrice de la chaîne de télévision kurde Özgür Gün TV et politicienne du DBP, a disparu le 24 octobre 2016 à Ankara. D'après les indications d'un chauffeur de taxi, elle aurait été arrêtée par des fonctionnaires civils. La famille a signalé sa disparition aux autorités et n'a obtenu aucune information de leur part. Selon les indications d'IHD, Mûjgan Ekin aurait téléphoné à sa famille le 11 et le 25 décembre 2016 pour les informer qu'elle a fait l'objet d'une arrestation illégale et qu'elle a été questionnée sous la torture pendant 48 jours. Elle aurait ensuite été relâchée à Jarabulus en Syrie. Le 3 décembre 2016, l'épouse de Taşkın Yasak a finalement informé IHD à Diyarbakir que son mari avait disparu depuis trois jours. Sur ce, IHD a officiellement exigé des autorités qu'elles informent la famille au cas où l'homme se trouverait en garde à vue. Le mari est par la suite revenu à la maison. Selon les indications d'IHD, il avait déjà fait précédemment l'objet d'une arrestation illégale. AI, Turkey, Security operations in south-east Turkey risk return to widespread human rights violations seen in the 1990s, 30 juin 2016, p. 2: www.amnesty.org/en/documents/eur44/4366/2016/en/; IHD, Claims of Disappearances in Custody in 2016, 26 décembre 2016: www.ihd.org.tr/en/index.php/2016/12/26/regarding-disappearances-in-custody-of-2016/; The Kurdish Institute, Where is Mûjgan Ekin? 19 décembre 2016: www.kurdishinstitute.be/where-is-mujgan-ekin/.

⁸⁸ AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017; HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017; OHCHR News, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2 décembre 2016.

⁸⁹ AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017.

⁹⁰ Loc. cit.; HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017; OHCHR News, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2 décembre 2016.

kurde durant l'été 2015 et la tentative de coup d'état de l'été 2016.⁹¹ Actuellement aussi, il y a, en particulier au sud-est, des cas de tortures et de mauvais traitements infligés par les forces de sécurité.⁹² Dans un article paru en février 2017, la *Neue Zürcher Zeitung* signale par exemple que les forces de sécurité turques ont torturé des civils dans la province de Mardin au sud-est du pays, à cause de liens présumés avec le PKK.⁹³ Le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture a indiqué en avril 2017 que la torture était très répandue en Turquie après la tentative de coup d'état et qu'il avait des indices crédibles donnant à penser qu'elle est encore régulièrement et largement pratiquée dans le conflit kurde.⁹⁴ Plusieurs sources documentent de nombreux cas de torture, de mauvais traitements, de viols, d'agressions sexuelles et de menaces de viol en détention. Parmi les victimes, il y a notamment des gens accusés de liens avec le PKK. Les intéressé-e-s disent notamment avoir été violemment battus, torturés aux organes sexuels et violés avec des matraques. Des gens ont été contraints sous la torture de signer des aveux ou d'identifier d'autres suspects sur des photographies.⁹⁵

Impunité des forces de sécurité. Plusieurs sources rapportent que les violations de droit et mauvais traitements restent impunis en Turquie quand ils sont le fait des forces de sécurité.⁹⁶ En vertu des modifications de loi introduites en juin 2016, celles-ci jouissent d'une impunité de fait pendant les opérations de sécurité au sud-est.⁹⁷ D'après le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, cette immunité favorise la torture et les mauvais traitements.⁹⁸ *Human Rights Watch* relève en octobre 2016 que le décret 667 de juillet 2016, édicté après la tentative de coup d'état, comporte une direc-

⁹¹ D'après les indications faites le 22 février 2017 par AI, les rapports sur les tortures et les mauvais traitements en garde à vue se sont multipliés dans les régions du sud-est où le couvre-feu a été décrété. Depuis la tentative de coup d'état, il y en a aussi davantage en provenance d'Ankara et Istanbul. L'ONG IHD déclare avoir reçu en 2016 des centaines de demandes en lien avec des accusations de torture et de traitements inhumains en prison et à l'extérieur des postes de police. USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017; IHD, IHD's 2016 Report on Human Rights Violations in eastern and Southeastern Anatolia Region, 1er février 2017; Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en novembre et décembre 2016; BBC News, Turkey torture claims in wake of failed coup, 28 novembre 2016: www.bbc.co.uk/news/world-europe-38123926; HRW, A Blank Check, octobre 2016, p. 3-4; 14-16.

⁹² HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017; IHD, IHD's 2016 Report on Human Rights Violations in eastern and Southeastern Anatolia Region, 1er février 2017; Interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation des droits de l'homme en décembre 2016; CAT, Concluding observations on the fourth periodic reports of Turkey, 2 juin 2016, p.3.

⁹³ NZZ, Folturvorfürwürfe an die türkische Armee, 23 février 2017.

⁹⁴ Tages Anzeiger, «Folter stinkt nach Erbrochenem», 28 avril 2017: www.tagesanzeiger.ch/ausland/europa/folter-stinkt-nach-erbrochenem/story/20594666; OHCHR News, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2 décembre 2016.

⁹⁵ BBC News, Turkey torture claims in wake of failed coup, 28 novembre 2016; HRW, A Blank Check, octobre 2016, p. 28-44.

⁹⁶ AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017; Amnesty International; ARTICLE 19; Human Rights Watch; PEN International, Joint Letter to the Members of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, 20 janvier 2017, p. 2; Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en novembre et décembre 2016; CAT, Concluding observations on the fourth periodic reports of Turkey, 2 juin 2016, p.3.

⁹⁷ HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 5; OHCHR News, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2 décembre 2016.

⁹⁸ OHCHR News, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, 2 décembre 2016.

tive extrêmement problématique stipulant que «les personnes qui prennent des décisions ou qui remplissent leur tâche dans le cadre de ce décret n'en portent pas la responsabilité juridique, administrative, financière ni pénale». C'est un signal clair aux forces de sécurité que les mauvais traitements de détenus restent impunis. Des représentants officiels du gouvernement auraient en outre lancé des appels publics invitant à maltraiter les putschistes.⁹⁹ *Amnesty International* relève le manque d'efficacité des enquêtes ouvertes suite à des accusations de torture. Les porte-parole des autorités rejettent en bloc les accusations de tortures. Le gouvernement a qualifié les ONG qui dénoncent des cas de tortures d'outils du mouvement Gülen. Trois associations d'avocats turques travaillant sur les cas de tortures et de violences policières ont été fermées par décret en novembre 2016.¹⁰⁰ Selon les indications du rapporteur spécial de l'ONU sur la torture et d'autres sources, beaucoup de personnes victimes de tortures et de mauvais traitements ne portent pas plainte, par crainte de représailles contre elles-mêmes ou leurs familles. Ces personnes se méfient en outre de la justice et doutent qu'elle soit réellement disposée à enquêter sur les accusations de torture. Des personnes ayant porté plainte ont indiqué que le ministère public n'y a pas donné suite pour l'instant.¹⁰¹

4.4 Liberté de réunion, d'association et d'expression

Restriction de la liberté de réunion. À l'intérieur du pays, les manifestations critiques à l'égard du gouvernement sont souvent interdites par les autorités turques ou violemment dispersées, selon *Human Rights Watch* et *Amnesty International*.¹⁰² Les divers durcissements de loi des dernières années autorisent des peines de prison pour les gens qui participent à des manifestations en Turquie.¹⁰³

Fermeture d'ONG, d'associations, de fondations. Les activités de 370 ONG ont été suspendues par décret en novembre 2016.¹⁰⁴ En décembre 2016, plusieurs personnes de contact ont indiqué à l'OSAR le chiffre nettement plus élevé d'au moins 550 ONG fermées. Les ONG en question sont souvent accusées d'appartenance au PKK ou au mouvement Gülen. Or, selon les estimations des personnes de contact, il s'agit plutôt, dans bien des cas, d'organisations pro-kurdes, d'organisations de gauche ou d'organisations critiques à l'égard du gouvernement.¹⁰⁵ Leur fermeture n'a pas toujours été justifiée et les ONG ont été placées de fait dans l'incapacité d'agir, leurs moyens

⁹⁹ HRW, *A Blank Check*, octobre 2016, p. 44-45.

¹⁰⁰ AI, *The State of the World's Human Rights - Turkey*, 22 février 2017.

¹⁰¹ USDOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey*, 3 mars 2017; OHCHR News, *Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment*, 2 décembre 2016.

¹⁰² AI, *The State of the World's Human Rights - Turkey*, 22 février 2017; HRW, *World Report 2017, Turkey*, 12 janvier 2017, p. 3-4.

¹⁰³ Suite à une modification de loi datant de mars 2015, les gens qui se dissimulent le visage lors d'une manifestation encourent par exemple jusqu'à cinq ans de prison. International Center for Not-for-Profit Law, *Civic Freedom Monitor: Turkey*, 26 octobre 2016: www.icnl.org/research/monitor/turkey.html.

¹⁰⁴ Parmi elles, il y avait notamment un groupe de défense des droits des enfants, trois associations d'avocats spécialisés dans les droits humains, ainsi que des groupes de défense des droits des femmes et des organisations humanitaires au sud-est. HRW, *World Report 2017, Turkey*, 12 janvier 2017, p. 4.

¹⁰⁵ Les ONG fermées n'ont pas toutes été citées dans les journaux officiels, car une partie ont été fermées sur instruction locale des autorités. Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en novembre et décembre 2016.

financiers ayant été transférés dans les finances publiques.¹⁰⁶ Entre juillet 2016 et le 23 février 2017, 1583 associations et 141 fondations ont été dissoutes par décrets et leurs moyens financiers versés aux finances publiques.¹⁰⁷ Selon les indications de personnes de contact, les autorités entravent le travail des ONG critiques, surveillent leurs activités et intimident leurs collaborateurs.¹⁰⁸

Liberté d'expression drastiquement restreinte en Turquie. Actuellement, la liberté d'expression est aussi très réprimée en Turquie.¹⁰⁹ Plusieurs articles du Code pénal la limitent directement, de même que la liberté de la presse.¹¹⁰ Selon les indications de l'*US Department of State*, des centaines de personnes, dont des journalistes et des mineurs, ont été accusées en 2016 d'avoir offensé le Président, le Premier ministre ou des institutions étatiques. Il y aurait eu au total près de 4000 cas de ce genre en souffrance fin juillet 2016.¹¹¹ *Reporters sans frontières* a rapporté en avril 2017 que des opposants au référendum constitutionnel du 16 avril 2017 ont été intimidés, arrêtés, exposés à des violences et «diabolisés».¹¹²

Répression contre les médias critiques. Selon les indications de *Human Rights Watch*, le gouvernement tente par diverses mesures de museler les médias critiques.¹¹³ Les autorités restreignent massivement le paysage médiatique de l'opposition, arrêtent des journalistes et ont fermé arbitrairement et durablement près de 160 entreprises médiatiques par décret du gouvernement.¹¹⁴ Il arrive souvent que des médias soient fermés suite à de vagues reproches de lien avec des «organisations terroristes». C'est notamment le cas de tous les médias kurdes indépendants.¹¹⁵ Les avoirs des entreprises médiatiques fermées ont été confisqués sans indemnisation.¹¹⁶ Des produits médiatiques ont été repris par des administrateurs engagés par le gouvernement.¹¹⁷ Les cercles proches du gouvernement ou en lien avec lui détiennent de

¹⁰⁶ Interview des personnes de contact des ONG concernées en novembre 2016.

¹⁰⁷ 182 des associations et 19 des fondations ont par la suite été réouvertes. IHOP/IHD, Fact Sheet, 23 février 2017, p. 22.

¹⁰⁸ Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation des droits de l'homme en novembre et décembre 2016

¹⁰⁹ AI, *The State of the World's Human Rights - Turkey*, 22 février 2017; HRW, *World Report 2017, Turkey*, 12 janvier 2017, p. 3-4.

¹¹⁰ Par exemple par des interdictions de vanter des crimes ou des criminels, d'inciter la population à l'hostilité, à la haine ou au dénigrement, par des articles sur la protection de l'ordre public ou la criminalisation des insultes. USDOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey*, 3 mars 2017.

¹¹¹ En juillet 2016, le Président Erdogan a annoncé son intention de retirer toutes les plaintes pour offenses, mais peu après, il a recommencé à en adresser de nouvelles. Loc. cit..

¹¹² La police a mené des rafles contre les opposants au référendum. Dans un discours du 11 avril 2017, le Président Erdogan a assimilé les opposants aux putschistes. Des partisans de l'AKP ont en outre attaqué des stands d'informations et des rencontres. Il n'a guère été question de ces attaques dans les médias proches de l'État. Le journal *Hürriyet* a refusé de publier une interview du Prix Nobel et célèbre opposant au référendum Orhan Pamuk. Les journalistes et les politiciens qui se sont exprimés contre le référendum ont été licenciés et exclus de leur parti. RSF, *With no media pluralism, referendum road clear for Erdoğan*, 12 avril 2017: www.rsf.org/en/news/no-media-pluralism-referendum-road-clear-erdogan.

¹¹³ HRW, *World Report 2017, Turkey*, 12 janvier 2017, p. 3-4.

¹¹⁴ AI, *The State of the World's Human Rights - Turkey*, 22 février 2017.

¹¹⁵ AI, *Das Ende der Pressefreiheit*, 21 février 2017: www.amnesty.ch/de/laender/europa-zentralasien/tuerkei/dok/2017/das-ende-der-pressefreiheit.

¹¹⁶ IHOP/IHD, Fact Sheet, 23 février 2017, p. 19.

¹¹⁷ Produits médiatiques du Koza-Ipek Holding, ainsi que du Feza Media Group (dont les journaux *Zaman*, *Today's Zaman* et la *Cihan News Agency*). CoE-CommDH, *Memorandum on freedom of expression and media freedom in Turkey*, 15 février 2017, p. 3.

plus en plus de maisons de presse.¹¹⁸ Des entreprises médiatiques subissent des pressions directes ou indirectes pour qu'elles adaptent leur ligne rédactionnelle et licencient le personnel critique à l'égard du gouvernement.¹¹⁹ Plus de 2500 journalistes ont perdu leur emploi depuis juillet 2016, leurs médias ayant été fermés par décrets.¹²⁰ Au moins 775 accréditations de presse ont été retirées, de même que les passeports de centaines de journalistes.¹²¹ Les mesures de répression radicales à l'encontre des médias kurdes ont limité la couverture médiatique des événements au sud-est du pays.¹²²

Censure et confiscation de livres et de publications, la possession de livres pouvant entraîner des poursuites. Avant d'être publiés, les livres et les journaux doivent être soumis à l'approbation des autorités. La police effectue des rafles et confisque des ouvrages dans les salons du livre; elle intercepte aussi les livraisons de livres au sud-est du pays. Les écoles sont de plus en plus prudentes dans le choix des ouvrages mis entre les mains des élèves. Les ministères publics considèrent la possession de livres pro-kurdes et d'ouvrages de Gülen comme une preuve crédible d'appartenance à une organisation interdite.¹²³

Renforcement de la censure sur Internet. Selon plusieurs sources, la censure sur Internet ne cesse de se renforcer en Turquie. Les autorités prennent des dispositions approuvées par la justice pour éliminer et bloquer des contenus tels que sites internet, comptes sur les médias sociaux et toutes les pages du site Wikipedia.¹²⁴ La Turquie est le pays qui a effectué le plus grand nombre de demandes à Twitter en 2016, en vue de censurer des comptes d'utilisateurs individuels.¹²⁵ En octobre 2016, les autorités ont désactivé de nombreux services Internet au sud-est du pays et limité l'accès aux médias sociaux.¹²⁶

Surveillance de la communication et des médias sociaux. Selon plusieurs sources, les autorités turques surveillent la communication par téléphone et par courriel, ainsi que les articles postés dans les médias sociaux.¹²⁷ *Freedom House* juge cette surveillance préoccupante, de même que les restrictions concernant le cryptage et l'anonymat d'Internet.¹²⁸ Des articles dans les médias sociaux tels que Twitter ou Facebook

¹¹⁸ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

¹¹⁹ CoE-CommDH, Memorandum on freedom of expression and media freedom in Turkey, 15 février 2017, p. 2-3; USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

¹²⁰ CoE-PACE, The functioning of democratic institutions in Turkey, 5 avril 2017, p. 15; HRW, Silencing Turkey's Media, 15 décembre 2016, p. 1.

¹²¹ RSF, With no media pluralism, referendum road clear for Erdoğan, 12 avril 2017.

¹²² Interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation des droits de l'homme en décembre 2016.

¹²³ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

¹²⁴ NZZ, Herrscher über Moral und Wikipedia, 1er mai 2017: www.nzz.ch/international/repression-swelle-in-der-tuerkei-herrscher-ueber-moral-und-wikipedia-ld.1289717; AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017; NZZ, Ankaras furiose Jagd im Internet, 27 décembre 2016: www.nzz.ch/international/repression-in-der-tuerkei-ankaras-furiose-jagd-im-internet-ld.136781.

¹²⁵ HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 3.

¹²⁶ AI, The State of the World's Human Rights - Turkey, 22 février 2017.

¹²⁷ D'après l'USDOS, des preuves attestent que les autorités turques surveillent la communication privée en ligne. USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; Interviews de personnes de contact actives sur place en novembre 2016; Freedom House, Freedom on the Net 2016 - Turkey, novembre 2016: <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2016/turkey>.

¹²⁸ Freedom House, Freedom on the Net 2016 - Turkey, novembre 2016.

entraînent de plus en plus souvent des arrestations, des poursuites pénales ou des licenciements du secteur public.¹²⁹ Entre juillet et décembre 2016, plus de 1600 personnes ont été arrêtées pour avoir posté un article dans les médias sociaux.¹³⁰ Selon les indications des diverses sources, les postes de police sont équipés de services chargés de dénoncer les articles suspects dans les médias sociaux.¹³¹

5 Personnes déplacées internes

Grand nombre de personnes déplacées internes, expropriations, destructions, démolition de bâtiments. Selon plusieurs estimations, environ 500'000 personnes ont été déplacées par le conflit au sud-est.¹³² Des quartiers entiers des villes du sud-est ont été détruits pendant et après les opérations de combat. Les habitant-e-s de Sur (Diyarbakir), Cizre, Silopi, Yüksekova et d'autres régions ont fait les frais d'un «ordre d'expropriation d'urgence» et leurs maisons ont été démolies. Dans certaines villes telles que Nusaybin et Sirnak, des maisons ont même été démolies sans «ordre d'expropriation d'urgence».¹³³

Situation précaire des personnes déplacées internes. En général, les personnes concernées n'ont eu que quelques heures pour quitter leur appartement ou leur maison et n'ont souvent pu emporter que le strict nécessaire.¹³⁴ Des couvre-feux persistants ou des destructions massives les ont empêchées de retourner dans leurs régions de domicile. Les autorités ont promis de reconstruire les quartiers détruits. Mais on ne sait pas encore, selon *Amnesty International*, si les intéressé-e-s pourront retourner à leurs lieux d'origine.¹³⁵ Beaucoup ont fui dans les quartiers ou agglomérations des alentours où ils sont logés dans des immeubles locatifs ou parfois chez des proches ou des connaissances.¹³⁶ Selon *Amnesty International*, les subventions publiques pour le loyer et l'entretien des personnes déplacées ne couvrent pas les coûts réels. En outre, il semble qu'une partie des personnes concernées n'ait reçu aucun paiement de soutien. Les paiements octroyés par l'État pour compenser les expropriations sont aussi très modiques et ne couvrent qu'une fraction de la valeur effective des propriétés détruites. Beaucoup de personnes déplacées internes vivent dans des

¹²⁹ Loc. cit.; Interviews de personnes de contact actives sur place en novembre 2016.

¹³⁰ Der Standard, Massenhafte Festnahmen in der Türkei wegen Beiträgen in Social Media, 24 décembre 2016: www.derstandard.at/2000049823928/Massenhafte-Festnahmen-in-der-Tuerkei-wegen-Beitraegen-in-Social-Media.

¹³¹ Interviews de personnes de contact actives sur place en novembre 2016.

¹³² AI, *Displaced and Dispossessed*, 6 décembre 2016, p. 9; Interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation des droits de l'homme en décembre 2016.

¹³³ Selon AI, la façon de procéder donne l'impression que les autorités ont délibérément chassé les habitant-e-s de certaines régions pour pouvoir procéder à des destructions, de nouvelles constructions et accroître la sécurité par des changements touchant l'infrastructure et des transferts de population. AI, *Displaced and Dispossessed*, 6 décembre 2016, p. 6-9.

¹³⁴ Loc. cit., p. 16; Interviews de personnes de contact actives sur place et expertes de la situation au sud-est en décembre 2016.

¹³⁵ AI, *Displaced and Dispossessed*, 6 décembre 2016, p. 8-9.

¹³⁶ Selon les indications d'une personne de contact, la plupart des personnes déplacées restent au sud-est du pays, renonçant à poursuivre leur exode à l'Ouest ou à l'étranger. Interviews d'une personne de contact active sur place en novembre 2016, interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation des droits de l'homme en décembre 2016; interview d'une personne de contact active sur place et experte de la situation au sud-est en décembre 2016.

conditions encore bien plus précaires qu'avant.¹³⁷ Les mairies et les ONG qui leur assuraient un soutien ont été destitués, respectivement fermées.¹³⁸

6 Situation socio-économique

Crise économique, taux de chômage en hausse. Les développements politiques actuels ont une incidence dramatique sur l'économie turque.¹³⁹ Pour la première fois depuis cinq ans, le taux d'inflation est remonté à plus de 10 pourcent. Les consommateurs et consommatrices turcs ressentent la baisse de leur pouvoir d'achat. En même temps, le taux de chômage a grimpé à 12,7 pourcent, la plus haute valeur depuis sept ans. Beaucoup d'entreprises sont endettées et dans l'incapacité d'effectuer leurs paiements.¹⁴⁰

Grande offre de main-d'œuvre bon marché depuis l'arrivée de millions de réfugiés syriens. Depuis l'arrivée de millions de réfugiés syriens en Turquie, l'offre en main-d'œuvre bon marché a augmenté d'un coup et met surtout sous pression les travailleurs locaux peu qualifiés et mal rétribués.¹⁴¹

Discrimination des Kurdes. Les membres de l'ethnie kurde sont souvent discriminés dans l'accès au travail et au logement dans les régions de Turquie à domination non kurde.¹⁴² Cette tendance ne cesse de s'aggraver avec l'escalade du conflit au sud-est et suite aux attentats commis par le PKK ou des groupements semblables.¹⁴³ Certains profitent en outre du climat politique actuel pour accuser les membres de l'ethnie kurde de soutenir le PKK, afin d'ouvrir des enquêtes de police contre eux et de leur nuire ainsi sur le plan économique et social.¹⁴⁴

¹³⁷ AI, *Displaced and Dispossessed*, 6 décembre 2016, p.16-19.

¹³⁸ Loc. cit., p. 5.

¹³⁹ Les attaques terroristes, la détérioration de l'état de droit après la tentative de coup d'état et les expropriations d'entreprises prétendument en lien avec le mouvement Gülen dissuadent aussi bien les investisseurs que le tourisme. NZZ, *Die türkische Wirtschaft im Krebsgang, Investorenschreck Erdogan*, 17 mars 2017: www.nzz.ch/wirtschaft/die-tuerkische-wirtschaft-im-krebsgang-investorenschreck-erdogan-ld.151834; Interviews de personnes de contact actives sur place en novembre et décembre 2016.

¹⁴⁰ NZZ, *Türkische Wirtschaft: Erdogans verletzliche Seite*, 8 avril 2017: www.nzz.ch/wirtschaft/tuerkische-wirtschaft-erdogans-verletzliche-seite-ld.887983; NZZ, *Die türkische Wirtschaft im Krebsgang*, 17 mars 2017.

¹⁴¹ Interview téléphonique d'une personne de contact le 23 octobre 2015; AI-Monitor, *Syrian refugees aggravate Turkey's unemployment problem*, 9 juillet 2014: www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/07/cetingulec-syrian-refugees-turkey-unemployment-illegal-work.html.

¹⁴² Interview d'une personne de contact experte de la situation au sud-est en décembre 2016; OSAR, *Turquie : situation socio-économique des femmes kurdes sans réseau social qui retournent en Turquie*, 26 novembre 2015; renseignement fourni par courriel par une personne de contact à l'OSAR, 16 octobre 2015; MRT-RRT, *Australian Government – Migration Review Tribunal & Refugee Review Tribunal, Country Advice Turkey – TUR39341 – Arranged Marriage – Honour Killings – Kurdish Community – Istanbul – Legal Provisions – Police Protection – Community Attitudes – Women's Organisations – Relocation*, 17 octobre 2011, p. 9: www.ecoi.net/file_upload/1788_1339521232_tur39341.pdf.

¹⁴³ Interview d'une personne de contact experte de la situation au sud-est en décembre 2016.

¹⁴⁴ Interview téléphonique d'une personne de contact le 23 octobre 2015.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur la Turquie et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.osar.ch/pays-dorigine.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR s'engage pour que la Suisse respecte le droit à la protection contre les persécutions ancré dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, l'OSAR est l'association faîtière nationale des organisations d'aide aux réfugiés. Son travail est financé par des mandats de la Confédération et par le soutien bénévole de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Le bulletin de L'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.